



Château d'Ecouen 95440 Ecouen

Ministère de la Culture
Musée national de la Renaissance
Château d'Ecouen
Allée du château
95440 ECOUEN

Affaire suivie par Anne-Elisabeth ABIVEN

Référence : 2025-04-PREV-SANTE
Marché subséquent

THALIE SANTE
6 rue de Berri
75008 Paris

À Paris, le 06 novembre 2025

Objet : lettre de consultation en vue de la passation d'un marché subséquent à l'accord-cadre de médecine de prévention qui s'applique dans le cadre réglementaire de la fonction publique d'Etat au bénéfice des agents affectés dans les services de l'administration centrale notifié le 27/06/2025.

Invitation à soumissionner – Marché subséquent – Référence de l'AC 2025AC13279-01

Madame, Monsieur,

Le musée national de la Renaissance – château d'Ecouen, bénéficiaire de l'accord-cadre 2025AC13279-01, souhaite conclure un marché subséquent pour la réalisation de **prestations de service de médecine de prévention qui s'applique dans le cadre réglementaire de la fonction publique d'Etat au bénéfice des agents affectés au musée national de la Renaissance – château d'Ecouen.**

Vous êtes titulaire de l'accord-cadre. Ce marché est mono-attributaire. Dans ce cadre, nous vous invitons à remettre une offre à la consultation : **2025-04-PREV-SANTE**. La présente consultation est effectuée selon les modalités décrites ci-dessous et conformément à l'article 2 du CCAP de l'accord-cadre.

La présente lettre d'invitation à soumissionner est accompagnée, pour vous permettre de formuler une offre, des documents de consultation suivants, indiqué par ordre de priorité décroissante, conformément à l'article 3.3 du CCAP de l'accord-cadre :

- l'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe
- annexe 1 : l'annexe financière (BPU) ;
- l'acte d'engagement du marché subséquent ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre et son annexe :
- annexe 1 : Listes des bénéficiaires de l'accord cadre ;
- le cahier des clauses particulières (CCTP) de l'accord-cadre ;
- le mémoire technique du titulaire remis pour l'accord-cadre ;

Votre offre devra nous parvenir **au plus tard le 17/11/2025 à 12h30** via le profil acheteur sur <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions précisées ci-dessous.

1. Conditions de la consultation

1.1. Procédure de passation

Le marché subséquent est passé conformément à l'accord-cadre 2025AC13279-01.

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des marchés subséquents (article 2.2 du CCAP de l'accord-cadre).

1.2. Allotissement

Le marché subséquent n'est pas alloté conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique. L'acheteur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination. De plus la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché n'est pas ouvert aux prestations supplémentaires éventuelles.

1.4. Durée du marché subséquent

Le marché subséquent est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois, conformément à l'article 3.2 du CCAP de l'accord-cadre 2024-42-SRH.

Le marché subséquent peut être reconduit tacitement pour une durée de vingt-quatre (24) mois maximum, sous réserve de ne pas dépasser de plus de 6 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.5. Lieu d'exécution

L'exécution des prestations aura lieu principalement dans les locaux de l'attributaire. Certaines réunions pourront avoir lieu au ministère de la Culture.

1.6. Forme et étendue du marché

Le présent marché est un marché subséquent conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté au moyen de bons de commande.

1.7. Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché public, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

2. INFORMATION DE L'ATTRIBUTAIRE

2.1. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, l'attributaire peut faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (au plus tard 6 jours avant la date de réception des offres) sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des offres.

2.2. Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des offres.

L'attributaire doit répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où l'attributaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant les date et heure limites de dépôt des offres.

2.3. Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 3 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du Code de la commande publique.

3. OFFRE

3.1. Présentation de l'offre

La signature électronique n'est pas imposée pour cette procédure de passation. L'attributaire signera l'acte d'engagement matérialisé sous format papier. L'acheteur le signera à la suite.

Votre offre comportera impérativement les éléments suivants :

- L'acte d'engagement AE (ATTRI1) renseigné dûment complété ;

4. MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

4.1. Date et heure limites de réception des offres

Les plis doivent être transmis avant le **17/11/2025 à 12h30**.

Seul peut être ouvert le pli qui a été reçu au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus après ces date et heure ne sont pas ouverts et sont rejetés. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis.

4.2. Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La signature électronique n'est pas obligatoire.

L'attributaire trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de l'attributaire.

L'attributaire est invité à **tester la configuration de son poste de travail** et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Il dispose sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ; module d'autoformation à destination de l'attributaire ;
- Foire aux questions ; outils informatiques. L'attributaire a la possibilité de poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme des achats de l'État, un message indique à l'attributaire que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par

la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, ***nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr***, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Cette consultation étant sans publicité, l'accès à cette consultation ne peut se faire qu'en accès restreint.

Vous pourrez retirer le DCE à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les identifiants vous permettant d'y accéder sont les suivants :

Référence de la consultation : 2025-04-PREV-SANTE

Accès : Via le lien contenu dans le message envoyé par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

L'attributaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai. En cas d'indisponibilité de la plate-forme des achats de l'État empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Si l'attributaire souhaite effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique, ce-dernier doit faire parvenir cette copie de sauvegarde par voie postale avant les date et heure limites de remise des plis au :

Musée national de la Renaissance- Château d'Ecouen
Secrétariat général
Allée du château
95440 ECOUEN

En précisant sur le pli les références de la consultation : **2025-04-PREV-SANTE**

Antivirus

L'attributaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme

n'ayant jamais été reçu et les attributaires en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

5.1. Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

5.2. Signature du marché

La signature de l'acte d'engagement n'est pas obligatoire au moment du dépôt de l'offre ; en revanche, elle devra intervenir avant attribution du marché.

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement rematérialisé, de façon manuscrite et par la personne habilitée à engager la société.

Dès attribution du marché, l'attributaire est invité à rematérialiser l'acte d'engagement et à transmettre les documents de l'offre en version papier, signés par la personne habilitée à engager la société, à l'adresse suivante :

Musée national de la Renaissance- Château d'Ecouen
Secrétariat général
Allée du château
95440 ECOUEN

L'acte d'engagement est par la suite signé par le représentant du pouvoir adjudicateur du ministère de la Culture. Après signature, le marché est notifié via PLACE à l'attributaire du marché.

6. CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75 181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.